

Sigles et acronymes	Signification	Définition	Echelle
Administration			
<u>CD</u>	Conseil départemental	Anciennement conseil général, c'est l'assemblée délibérante du département en tant que collectivité territoriale, chargée de gérer les politiques départementales, notamment l'action sociale, les collèges, les routes et l'aide aux personnes.	Départementale
<u>Cerfa</u>	(formulaire du) Centre d'enregistrement et de révision des formulaires administratifs	Formulaire administratif réglementé, un document officiel dont un arrêté fixe le modèle. Il est utilisé par les particuliers, les entreprises ou les associations pour effectuer des démarches administratives (impôts, permis, aides, déclarations, etc.).	Nationale
<u>CGCT</u>	Code Général des Collectivités Territoriales	Recueil de textes législatifs et réglementaires qui fixe l'organisation, les compétences et le fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Il constitue la référence juridique principale pour l'action des communes, départements, régions et intercommunalités.	Nationale
<u>CR</u>	Conseil régional	Assemblée délibérante d'une région, élue au suffrage universel, chargée de définir et mettre en œuvre les politiques régionales, notamment en matière de transports, développement économique, formation et aménagement du territoire.	Régionale
<u>EPA</u>	Etablissement public administratif	Organisme public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, fonctionnant selon des règles du droit public. Il est chargé d'exercer une mission de service public administratif sous le contrôle de l'État ou d'une collectivité territoriale.	Nationale
<u>EPIC</u>	Etablissement public industriel et commercial	Organisme public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, chargé d'exercer une activité de service public industriel et commercial, fonctionnant selon des règles de droit public et de droit privé.	Nationale
<u>RGPD</u>	Règlement Général de la Protection des Données	Texte réglementaire européen qui harmonise les règles de traitement des données à caractère personnel dans toute l'UE.	Européenne
<u>SPA</u>	Service public administratif	Service public assuré principalement par une personne publique, destiné à satisfaire l'intérêt général et fonctionnant selon des règles de droit public.	Nationale
<u>SPIC</u>	Service public industriel et commercial	Service public chargé d'une activité de production ou de fourniture de biens ou de services, fonctionnant selon des règles proches de celles d'une entreprise privée et donnant lieu à la perception d'une redevance auprès des usagers.	Nationale
Agences et organismes			
<u>Ademe</u>	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	Etablissement public de l'État qui accompagne la transition écologique et énergétique. Elle soutient les acteurs publics et privés par de l'expertise, du conseil et des aides financières dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable.	Nationale
<u>ANCT</u>	Agence Nationale de la Cohésion des Territoires	Organisme national accompagnant les collectivités dans le développement de projet et coordonnant des programmes et dispositifs nationaux.	Nationale

Sigles et acronymes	Signification	Définition	Echelle
<u>ARS</u>	Agence Régionale de Santé	Etablissement public de l'État chargé de piloter la politique de santé au niveau régional. Elle organise l'offre de soins, la prévention et la gestion des crises sanitaires afin de garantir l'accès à la santé pour tous.	Régionale
<u>BRGM</u>	Bureau de Recherches Géologiques et Minières	Etablissement public de l'État spécialisé dans les sciences de la Terre. Il apporte expertise et connaissances sur les ressources du sous-sol, les risques naturels et l'environnement, au service des politiques publiques et des territoires.	Régionale
<u>CAUE</u>	Conseil en Architecture Urbanisme et Environnement	Organisme départemental qui accompagne gratuitement les collectivités et les particuliers dans leurs projets d'aménagement, de construction et de paysage. Il œuvre pour la qualité architecturale, urbaine et environnementale des territoires.	Départementale
<u>CNRS</u>	Centre National de la Recherche Scientifique	Etablissement public chargé de conduire et soutenir la recherche scientifique fondamentale dans tous les domaines de la connaissance. Il contribue à l'avancée des sciences et à la diffusion des résultats de la recherche en France et à l'international.	Nationale
<u>DDT</u>	Direction Départementale des Territoires	Direction de la Préfecture compétente pour l'aménagement du territoire. Service instructeur de proximité pour les usagers, les entreprises et les collectivités.	Départementale
<u>DGCL</u>	Direction Générale des Collectivités Locales	Administration centrale chargée des collectivités locales. Elle conçoit, met en œuvre et évalue les politiques publiques en lien avec les collectivités territoriales.	Nationale
<u>Drac</u>	Direction régionale de l'action culturelle	Service déconcentré du ministère de la Culture chargé de mettre en œuvre la politique culturelle de l'État au niveau régional. Elle intervient notamment dans les domaines du patrimoine, de la création artistique, de l'éducation culturelle et du soutien aux acteurs culturels.	Régionale
<u>Dreal</u>	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement	Service de l'État en région qui met en œuvre les politiques publiques des ministères en charge de l'Aménagement du territoire, de la Transition écologique et de l'Énergie.	Régionale
<u>EPFL</u>	Établissement Public Foncier Local	Opérateur public au service des stratégies foncières des collectivités territoriales membres qui effectue pour ces dernières les opérations d'acquisition, de portage / gestion et de cession des terrains.	Départementale
<u>Gip</u>	Groupement d'intérêt public	Personne morale de droit public créée pour permettre à des acteurs publics et privés de mettre en commun des moyens afin de réaliser une mission d'intérêt général. Il constitue un cadre souple de coopération, sans but lucratif, pour conduire des projets ou gérer des services.	Nationale
<u>Inrae</u>	Institut national de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement	Organisme qui, à travers la recherche, l'innovation et l'appui aux politiques publiques, cherche des solutions innovantes pour améliorer les systèmes agricoles.	Régionale
<u>Sdis</u>	Service départemental d'incendie et de secours	Etablissement public en charge de la gestion de la sécurité civile et des pompiers.	Départementale

Sigles et acronymes	Signification	Définition	Echelle
<u>Sgar</u>	Secrétariat (et/ou secrétaire) Général pour les Affaires Régionales	Service de la Préfecture de région en charge de la coordination interministérielle et des actions de modernisation, dirigé par le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales qui assiste le préfet de région dans l'exercice de ses missions.	Régionale
Agents			
<u>CDG</u>	Centre de gestion (de la fonction publique territoriale)	Établissement public départemental chargé d'accompagner les collectivités territoriales dans la gestion de leurs ressources humaines (carrières, recrutements, statuts, conseil juridique).	Départementale
<u>Cnas</u>	Comité national d'action sociale	Association nationale proposant des prestations d'action sociale (aides, loisirs, solidarité) aux agents des collectivités territoriales afin d'améliorer leur qualité de vie.	Départementale
<u>CNEPT</u>	Centre National de la Fonction Publique Territoriale	Organisme qui contribue à la formation des agents territoriaux.	Nationale
<u>CNRACL</u>	Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales	Régime spécial de retraite obligatoire pour les fonctionnaires titulaires territoriaux et hospitaliers. 3 missions principales : Gestion des retraites, prestations annexes et conseil et accompagnement.	Nationale
<u>Ircantec</u>	Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques	Régime de retraite complémentaire obligatoire pour les agents contractuels de la fonction publique d'état, territoriale et hospitalière et les élus locaux percevant une indemnité de fonction.	Nationale
Agriculture			
<u>AOC</u>	Appellation d'Origine Contrôlée	Produit dont les étapes de production et transformation sont réalisées dans une même aire géographique et selon un savoir-faire reconnu, respectant un cahier des charges précis.	Nationale
<u>AOP</u>	Appellation d'Origine Protégée	Produit dont toutes les étapes de production sont réalisées selon un savoir-faire reconnu dans une même aire géographique. Appellation européenne valable dans toute l'Union européenne. Le produit doit avoir une AOC avant d'être AOP.	Européenne
<u>IGP</u>	Indication Géographique Protégée	Identification d'un produit agricole, brut ou transformé, dont la qualité, la réputation ou d'autres caractéristiques sont liées à son origine géographique. Protection du produit dans toute l'Union européenne.	Européenne
<u>Inao</u>	Institut national de l'origine et de la qualité	Institut national regroupant les Signes officiels d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO) (AOP, IGP, STG, Agriculture Biologique, Label Rouge).	Européenne
Aménagement du territoire			
<u>ALUR (loi)</u>	Accès au Logement et Urbanisme Rénové	Loi de 2014 réformant en profondeur le droit de l'urbanisme et du logement afin de lutter contre l'étalement urbain et favoriser la densification. Elle renforce la planification intercommunale (PLUi) et encadre strictement la constructibilité en zones agricoles et naturelles.	Nationale

Sigles et acronymes	Signification	Définition	Echelle
<u>CRTE</u>	Contrats pour la Réussite de la Transition Ecologique	Contrat conclu entre l'État et les collectivités territoriales pour accompagner, sur plusieurs années, la mise en œuvre de projets locaux de transition écologique afin de contribuer aux objectifs et leviers de planifications écologiques choisis lors des "conférences des parties" (COP) régionales, adaptés aux enjeux locaux.	Régionale
<u>ELAN (loi)</u>	Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique	Loi de 2018 visant à faciliter, accélérer et moderniser la production de logements. Elle adapte les règles d'urbanisme pour les rendre plus souples et plus opérationnelles, notamment pour les projets d'aménagement. Elle cherche à concilier construction, qualité urbaine et innovation, tout en simplifiant les procédures.	Nationale
<u>Enaf</u>	Espaces naturels agricoles et forestiers	Zones non urbanisées vouées à la préservation de la biodiversité, aux activités agricoles ou à la gestion durable des forêts dont il faut limiter la consommation dans le cadre de la loi ZAN.	Nationale
<u>Maptam (loi)</u>	Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles	Loi de 2014 créant le statut des métropoles et attribuant les compétences développement économique, aides aux entreprises et transports (Région), action sociale, l'aménagement numérique et la solidarité territoriale (Département), mobilité durable et qualité de l'air (bloc communal).	Régionale
<u>Notre (loi)</u>	Nouvelle organisation territoriale de la République	Loi de 2015 clarifiant la répartition des compétences entre régions, départements et intercommunalités: renforcement du rôle des régions (développement économique, de transports et d'aménagement du territoire), incitation fusion des communautés de communes.	Régionale
<u>PVD</u>	Petite Villes de Demain	Programme piloté par l'ANCT, qui soutient les communes de - de 20 000 habitants cherchant à redynamiser leurs centres-villes, améliorer l'attractivité locale et renforcer les services aux habitants	Communale
<u>Safer</u>	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural	Société anonyme sans but lucratif, investie d'une mission de service public, placée sous le contrôle de l'État, chargée de réguler le marché du foncier rural afin de préserver les terres agricoles, favoriser l'installation des agriculteurs et contribuer à l'aménagement des territoires. Elle exerce des prérogatives de puissance publique (comme le droit de préemption).	Départementale
<u>Seml</u>	Société d'économie mixte locale	Entreprise dont le capital est détenu majoritairement par des collectivités publiques et partiellement par des acteurs privés, chargée de réaliser des missions d'intérêt général à caractère économique : opérations d'aménagement et de construction, service public à caractère industriel et commerciaux.	Intercommunale
<u>SPL</u>	Société publique locale	Entreprise dont le capital est détenu exclusivement par des collectivités territoriales, créée pour gérer des services ou projets d'intérêt général pour le compte de leurs actionnaires publics.	Intercommunale
<u>SPLA</u>	Société publique locale d'aménagement	Entreprise dont le capital est détenu exclusivement par des collectivités territoriales ou leurs groupements, chargée de réaliser des opérations d'aménagement et de développement urbain pour le compte de ses actionnaires publics.	Intercommunale
<u>Sraddet</u>	Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires	Document de planification qui précise la stratégie, les objectifs et les règles fixés par la Région dans plusieurs domaines de l'aménagement du territoire. Il favorise l'intégration de nombreux enjeux de mobilités dans l'organisation des mobilités et l'aménagement du territoire régional	Régionale
<u>Zad</u>	Zone à Aménagement Différé	Procédure qui permet aux collectivités locales, via le droit de préemption, d'acquérir du foncier où il est prévu à terme une opération d'aménagement afin d'éviter une spéculation foncière	Départementale

Sigles et acronymes	Signification	Définition	Echelle
ZAN	Zéro artificialisation nette	Objectif d'aménagement du territoire visant à ne plus augmenter la surface de sols artificialisés, en compensant toute nouvelle artificialisation par la renaturation de sols déjà artificialisés.	Nationale
ZFRR ou ZFRR+	Zones France Ruralité Revitalisation	Zonage destiné aux territoires ruraux vulnérables afin de soutenir leur attractivité économique, démographique et l'accès aux services, ouvrant droit à des aides et exonérations fiscales ou sociales pour favoriser l'installation d'activités et de professionnels.	Communale
ZRB	Zones de Revitalisation Rurale	Ancien zonage (1995-2024) précédant les ZFRR, reconnaissant des territoires ruraux fragiles et leur accordant des avantages fiscaux et sociaux afin de favoriser le développement économique et l'attractivité locale.	Communale
Commerce et industrie			
CCI	Chambre du Commerce et de l'Industrie	Chambre consulaire (comme la chambre d'agriculture ou la chambre de métiers et de l'artisanat) chargée de représenter les intérêts des entreprises commerciales, industrielles et de services d'un territoire.	Départementale
Eau			
AE...	Agence de l'Eau	Agences régionales en charge de l'amélioration et de la préservation de l'eau et des milieux aquatiques	Régionale
CLE	Commission Locale de l'Eau	Commission créée par le préfet de département, chargée d'élaborer de manière collective, de réviser et de suivre l'application du SAGE (voir dessous)	Départementale
Epage	Établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau	Établissement public chargé de la gestion opérationnelle de l'eau et des milieux aquatiques à l'échelle d'un bassin versant. Il met en œuvre notamment les compétences GEMAPI (prévention des inondations, entretien des cours d'eau, protection des milieux aquatiques).	Régionale
EPTB	Établissement Public Territorial de Bassin	Structure de coopération entre collectivités chargée de la gestion stratégique et coordonnée de l'eau à l'échelle d'un grand bassin hydrographique. Il assure la cohérence des politiques publiques liées aux inondations, à la ressource en eau et aux milieux aquatiques entre les différents acteurs du territoire.	Régionale
Gemapi	Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations	Compétence obligatoire confiée aux intercommunalités visant à assurer l'entretien des cours d'eau, la protection des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Elle a pour objectif de réduire les risques liés à l'eau tout en préservant les écosystèmes aquatiques.	Intercommunale
Pfas (prononcé Piface)	Substances perfluorolalkylées et polyfluoroalkylées.	Plus communément appelées "polluants éternels", se sont des substances chimiques, qui ont été largement utilisées ou le sont encore dans de nombreux objets du quotidien ou dans certains usages professionnels	Nationale
Sage	Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau	Document de planification qui fixe, à l'échelle d'un bassin versant, les objectifs de gestion durable et équilibrée de la ressource en eau. Il encadre l'usage de l'eau et des milieux aquatiques et s'impose aux décisions administratives et documents d'urbanisme locaux.	Régionale

Sigles et acronymes	Signification	Définition	Echelle
<u>Sdage</u>	Schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau	Document de planification stratégique qui fixe, à l'échelle d'un grand bassin hydrographique, les orientations fondamentales de la politique de l'eau. Il définit les objectifs de qualité, de quantité et de protection des eaux et des milieux aquatiques, auxquels doivent être compatibles les SAGE et les décisions administratives.	Régionale
<u>Steu ou Step</u>	Station de traitement des eaux usées ou Station d'épuration	Installation destinée à collecter et traiter les eaux usées afin d'éliminer les polluants avant leur rejet dans le milieu naturel.	Intercommunale
Ecole			
<u>BCD</u>	Bibliothèque Centre Documentaire	Structure pédagogique intégrée aux écoles maternelles et primaires, destinée à promouvoir l'apprentissage et le goût de la lecture, ainsi que la recherche documentaire. Espace indépendant, accessible à tous les élèves de l'établissement contrairement à une bibliothèque de classe	Communale
<u>Dasen ou IA-Dasen</u>	Directeur académique des services de l'Education Nationale ou Inspecteur Académique - Directeur académique des services de l'Education Nationale	Chargé d'animer et de mettre en œuvre la politique éducative dans les départements pour les établissements du primaire et du secondaire, le plus souvent des inspecteurs d'académie sous l'autorité du recteur de leur région.	Départementale
<u>DDEN</u>	Délégué Départemental de l'Éducation Nationale	Bénévoles partenaires de l'école publique et nommés par l'Inspecteur Académique, ils veillent aux bonnes conditions de vie de l'enfant, à l'école et autour de l'école.	Départementale
<u>IEN</u>	Inspecteur de l'Education Nationale	Cadre de l'Éducation nationale chargé du pilotage pédagogique, de l'inspection des enseignants du premier degré et de l'animation éducative sur un territoire donné.	Intercommunale
<u>Based</u>	Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté	Dispositif de l'Éducation nationale regroupant des enseignants et psychologues spécialisés, chargé d'apporter une aide pédagogique, éducative ou psychologique aux élèves en difficulté à l'école primaire.	Communale
<u>Ter</u>	Territoire éducatif rural	Dispositif public de coordination et de labellisation visant à renforcer l'égalité des chances en milieu rural en coordonnant les acteurs éducatifs, sociaux et culturels autour du parcours des enfants et des jeunes.	Intercommunale
Elus			
<u>AMF</u>	Association des Maires de France	Association nationale qui représente et défend les intérêts des communes et de leurs maires auprès des pouvoirs publics.	Nationale
<u>AMRF</u>	Association des Maires Ruraux de France	Association nationale qui représente et défend les intérêts spécifiques des communes rurales de moins de 3500 habitants et de leurs maires, œuvre pour la reconnaissance des enjeux de la ruralité et accompagne les élus dans l'exercice de leurs responsabilités locales.	Nationale
Environnement			
<u>ABC</u>	Atlas de la Biodiversité Communale	Diagnostic écologique qui met en évidence les principaux enjeux de biodiversité d'un territoire. C'est un outil d'information et d'aide à la décision.	Intercommunale

Sigles et acronymes	Signification	Définition	Echelle
ARB	Agence Régionale de la Biodiversité	Agence régionale qui travaillent en collaboration avec les différents acteurs d'un territoire ainsi que l'Etat pour déployer des actions conjointes nouvelles et renforcer l'efficacité des politiques publiques	Régionale
<u>Cop régionales</u>	Conferences of the Parties	Les COP régionales visent à définir au sein d'une région les leviers d'actions permettant d'atteindre les objectifs nationaux de réduction de GES (Gaz à Effet de Serre) et de protection de la biodiversité	Régionale
CRE	Comité Régional de l'Energie	Instance de concertation réunissant l'État, la région et les acteurs territoriaux afin de coordonner les politiques énergétiques à l'échelle régionale. Il contribue à la planification de la transition énergétique, notamment en matière de production, de distribution et de maîtrise de l'énergie.	Régionale
IBC	Inventaire de Biodiversité Communal	Projet développé en concertation entre les habitants et les élus d'une commune afin d'identifier et cartographier les espèces et habitats présents sur le territoire d'une commune. Il constitue un outil d'aide à la décision pour intégrer la biodiversité dans les politiques locales d'aménagement et de gestion.	Communale
<u>Natura 2000</u>	Sites Natura 2000	Espaces naturels européens identifiés pour la préservation d'habitats et d'espèces remarquables, terrestres ou marins visant à concilier la protection de la biodiversité avec les activités humaines, dans le cadre des directives européennes «Oiseaux» et «Habitats-Faune-Flore».	Européenne
OFB	Office Français de la Biodiversité	Etablissement public de l'État chargé de la protection, de la connaissance et de la restauration de la biodiversité, accompagne les acteurs locaux et assure des missions de police de l'environnement, d'expertise et de soutien aux politiques publiques.	Nationale
<u>PCAET</u>	Plan climat-air-énergie territorial	Outil de planification, à la fois stratégique et opérationnel, qui permet aux collectivités d'aborder l'ensemble de la problématique air-énergie-climat sur leur territoire	Intercommunale
PPE	Programmation pluriannuelle de l'énergie	Outil de pilotage de la politique énergétique du Gouvernement (PPE-ZNI pour les collectivités territoriales). Elle fixe la stratégie énergétique de la France et trace la trajectoire vers la neutralité carbone à l'horizon 2050.	Nationale
<u>ZAER ou ZAEnR</u>	Zone d'Accélération des Energies Renouvelables	Périmètre identifié par les collectivités pour favoriser et simplifier l'implantation de projets d'énergies renouvelables. Elle vise à accélérer la transition énergétique en orientant prioritairement les projets vers les zones les plus adaptées.	Communale
<u>Zico</u>	Zone d'importance pour la conservation des oiseaux	Site identifié pour son rôle essentiel dans la survie d'espèces d'oiseaux, notamment pour la reproduction, l'hivernage ou la migration. Elle constitue un outil scientifique de référence, souvent à l'origine de la désignation de sites Natura 2000.	Européenne
<u>Znieff</u>	Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique	Inventaire scientifique qui localise et décrit les secteurs du territoire national particulièrement intéressants sur le plan écologique. Les ZNIEFF de type II regroupent un ensemble de ZNIEFF de type I, secteurs de grand intérêt biologique ou écologique.	Nationale
Finances			
AFL	Agence France Locale, La banque des Collectivités Territoriales	Banque publique détenue par les collectivités territoriales, créée pour financer leurs investissements. Elle propose des prêts à long terme aux collectivités, fondés sur un modèle de financement mutualisé et sécurisé.	Régionale

Sigles et acronymes		Signification	Définition	Echelle
<u>BP</u>	Budget Primitif		Premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Une fois voté, l'ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget	Nationale
<u>BS</u>	Budget Supplémentaire		Budget adopté en cours d'exercice pour ajuster le budget primitif, notamment en intégrant le résultat de l'exercice précédent. Il permet aussi de modifier ou compléter les crédits en fonction des besoins apparus en cours d'année.	Nationale
<u>CCID</u>	Commission Communale des Impôts Directs		Commission consultative qui assiste l'administration fiscale pour la mise à jour des bases des impôts locaux. Elle intervient notamment sur l'évaluation des valeurs locatives des biens situés dans la commune.	Communale
<u>CDL</u>	Conseiller aux décideurs locaux		Agent de la DGfip chargé de conseiller les maires et présidents d'EPCI sur toutes les questions financières ou budgétaires	Intercommunale
<u>CFL</u>	Comité des finances locales		Instance nationale de concertation qui associe l'État et les représentants des collectivités territoriales sur les finances locales, dont l'AMRF. Il joue un rôle essentiel dans la répartition des dotations de l'État et l'avis sur les réformes financières concernant les collectivités.	Nationale
<u>CFU</u>	Compte financier unique		Compte financier commun de la commune et de la trésorerie. Remplace le compte administratif et le compte de gestion	Nationale
<u>CoCo</u>	Coefficient correcteur		Mécanisme qui vise à neutraliser les effets financiers d'une réforme fiscale sur les recettes d'une collectivité. Il permet d'ajuster automatiquement les ressources perçues, afin de garantir un niveau de recettes équivalent à celui antérieur à la réforme (notamment lors de la suppression de la taxe d'habitation).	Nationale
<u>DCRTP</u>	Dotations de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle		Dotations budgétaires à la charge de l'Etat, compensant les pertes de recettes liées à la réforme de la taxe professionnelle. Elle vise à garantir la neutralité financière de cette réforme fiscale pour les budgets locaux.	Nationale
<u>DETR</u>	Dotations d'Equipement des Territoires Ruraux		Aide financière de l'État destinée à soutenir les projets d'investissement des communes et intercommunalités rurales. Elle finance notamment des équipements structurants contribuant au développement et à l'attractivité des territoires ruraux.	Départementale
<u>DGfip</u>	Direction Générale des finances publiques		Administration publique générale sous la responsabilité du ministre chargé du budget, la DGfip participe à la gestion des finances publiques, pour les recettes et les dépenses. Elle gère la fiscalité de l'Etat et des collectivités territoriales	Nationale
<u>DRfip</u>	Direction régionale des finances publiques		Antenne régionale de la Dgfiip, elle est chargée d'assurer la gestion globale des finances publiques au niveau régional.	Régionale
<u>Dsil</u>	Dotations de soutien à l'investissement local		Aide financière de l'État destinée à accompagner les projets d'investissement des collectivités territoriales. Elle soutient notamment les opérations contribuant à la transition écologique, à la rénovation du patrimoine et au développement local.	Régionale

Sigles et acronymes	Signification	Définition	Echelle
<u>DSR</u>	Dotation de solidarité rurale	Dotation de fonctionnement faisant partie de la DGF spécifiques aux communes de moins de 10 000 habitants, elle permet de compenser l'insuffisance de leurs ressources fiscales évaluée par le potentiel financier eu égard à l'existence de charges spécifiques mesurées en particulier par le niveau de revenus de leurs habitants.	Nationale
<u>DSU</u>	Dotation de solidarité urbaine	Dotation contribuant à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées.	Nationale
<u>ECTVA</u>	Fonds de compensation de la TVA	Mécanisme par lequel l'État rembourse aux collectivités territoriales la TVA supportée sur leurs dépenses d'investissement. Il vise à soutenir l'investissement public local en allégeant son coût fiscal.	Nationale
<u>Feader</u>	Fonds européen agricole pour le développement rural	Fonds de l'Union européenne destiné à soutenir le développement des territoires ruraux. Il finance des actions en faveur de l'agriculture durable, de l'environnement, de l'emploi et de la cohésion des zones rurales.	Européenne
<u>Feder</u>	Fonds européen de développement régional	Fonds structurels européens finançant la politique de cohésion économique, sociale et territoriale entre les régions	Européenne
<u>FNgir</u>	Fonds national de garantie individuelle de ressources	Mécanisme de compensation financière mis en place pour garantir aux collectivités territoriales un niveau de ressources équivalent après la suppression de la taxe professionnelle. Il corrige les écarts de recettes entre collectivités gagnantes et perdantes de la réforme fiscale.	Nationale
<u>FPIC</u>	Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales	Dispositif national de solidarité financière qui organise une redistribution entre communes et intercommunalités. Il vise à réduire les inégalités de ressources en prélevant une contribution sur les territoires les plus favorisés au profit des plus modestes.	Nationale
<u>Leader</u>	Liaison entre les Actions de Développement de l'Économie Rurale	Initiative européenne visant à soutenir des projets innovants portés localement dans les territoires ruraux. Elle repose sur une approche ascendante, associant acteurs publics et privés au sein de groupes d'action locale.	Européenne
<u>TFNB</u>	Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties.	Impôt local direct dû par les propriétaires de terrains non construits (terres agricoles, landes, forêts, friches), perçu principalement au profit des communes et départements.	Communale
<u>TFPB</u>	Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties	Impôt local direct dû par les propriétaires de biens immobiliers construits (maisons, immeubles, locaux). Elle est perçue par les communes et intercommunalités afin de financer les services publics locaux. Principale recette fiscale des collectivités locales.	Communale
<u>TH</u>	Taxe d'Habitation	Impôt local direct dû par l'occupant d'un logement au 1er janvier, qu'il soit propriétaire ou locataire supprimée pour les résidences principales en 2023	Communale
<u>THRS</u>	Taxe d'habitation sur les résidences secondaires	Impôt local dû par les propriétaires ou occupants de logements non utilisés comme résidence principale. Elle est perçue par les communes, qui peuvent en majorer le taux dans les zones tendues.	Communale

Sigles et acronymes	Signification	Définition	Echelle
<u>TVA</u>	Taxe sur la valeur ajoutée	Impôt indirect sur la consommation, payé par le consommateur final et collecté par les entreprises lors de la vente de biens ou de services, puis reversé à l'État.	Nationale
Planification et construction : architecture			
<u>ABE</u>	Architecte des bâtiments de France	Nommés par le/la ministre de la Culture, les architectes des bâtiments de France exercent leurs fonctions dans les services déconcentrés de l'Etat. Dans les territoires, ils sont les interlocuteurs quotidiens des acteurs publics et élus locaux et de leurs services chargés de l'urbanisme, des professionnels et des particuliers.	Nationale
Planification et construction : logement			
<u>Anah</u>	Agence nationale de l'habitat	Agence nationale ayant pour objectif d'améliorer le parc privé de logements existants. Elle accorde des aides financières aux propriétaires et accompagne les collectivités dans la mise en œuvre de leur politique de l'habitat privé et est en charge de la gestion du dispositif "ma prime rénov".	Nationale
Planification et construction : urbanisme			
<u>CU</u>	Certificat d'urbanisme	Document administratif d'urbanisme qui informe sur les règles applicables à un terrain (zonage, servitudes, droits à construire) et, selon le cas, sur la faisabilité d'un projet.	Communale
<u>DAACT</u>	Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux.	Document par lequel le bénéficiaire d'une autorisation d'urbanisme (permis de construire, d'aménager ou déclaration préalable) informe la mairie de l'achèvement des travaux et atteste que ceux-ci sont conformes à l'autorisation délivrée. Elle permet à l'administration de contrôler la conformité des travaux réalisés.	Communale
<u>DP</u>	Déclaration préalable	Procédure administrative prévue pour des constructions, aménagements, installations et travaux qui, en raison de leurs dimensions, de leur nature ou de leur localisation, ne justifient ni l'exigence d'un permis de construire (PC) ou d'aménager (PA) ni une dispense de formalités.	Communale
<u>DUP</u>	Déclaration d'utilité publique	Procédure administrative qui permet de réaliser une opération d'aménagement sur des terrains privés en les expropriant, précisément pour cause d'utilité publique. La DUP est obtenue à l'issue d'une enquête d'utilité publique	Communale
<u>Opah</u>	Opération programmée d'amélioration de l'habitat	Une OPAH ou l'OPAH-RR (RR pour revitalisation rurale), dispositif mobilisé pour améliorer l'habitat (notamment locatif social) et le cadre de vie de cet habitat (services de proximité). Elle fait l'objet d'une convention entre la commune ou l'EPCI compétent en matière d'habitat, l'ANAH et l'Etat.	Communale
<u>PA</u>	Permis d'aménager	Autorisation administrative préalable à l'aménagement d'un lotissement, d'un camping, d'une aire de stationnement, d'un parc d'attraction, d'un terrain de sports ou loisirs. Ce permis permet de contrôler les aménagements affectant l'utilisation du sol d'un terrain donné.	Communale
<u>PC</u>	Permis de construire	Autorisation d'urbanisme délivrée par la mairie de la commune où se situe le projet. Il concerne les constructions nouvelles, même sans fondation, de plus de 20m ² de surface de plancher ou d'emprise au sol.	Communale
<u>PLH</u>	Plan local de l'habitat	Document de planification élaboré par une intercommunalité, définissant pour une durée pluriannuelle la politique locale du logement afin de répondre aux besoins en habitat et favoriser l'équilibre social et territorial.	Intercommunale

Sigles et acronymes	Signification	Définition	Echelle
<u>PLU</u> ou <u>Plu</u>	Plan local d'urbanisme	Successesseur du "Plans d'Occupation des Sols" (POS), c'est un document d'urbanisme qui, à l'échelle du groupement de communes ou de la commune, traduit un projet global d'aménagement et d'urbanisme et fixe en conséquence les règles d'aménagement et d'utilisation des sols.	Communale
<u>PLUi</u>	Plan Local d'Urbanisme intercommunal	Éventuellement PLUI-HD pour habitat et déplacement, document d'urbanisme qui détermine les conditions d'aménagement et d'utilisation des sols.	Intercommunale
<u>SCoT</u>	Schéma de Cohérence Territoriale	Document d'urbanisme déterminant l'organisation spatiale et les grandes orientations de développement d'un territoire à l'échelle d'un bassin de vie.	Intercommunale
Social			
<u>Apa</u>	Allocation personnalisée d'autonomie	Aide financière destinée aux personnes âgées de 60 ans et plus en perte d'autonomie, pour financer les dépenses nécessaires au maintien à domicile ou à l'hébergement en établissement.	Départementale
<u>CCAS</u>	Centre communal d'action sociale	Établissement public communal chargé de mettre en œuvre la politique sociale de la commune et d'accompagner les personnes en difficulté.	Communale
<u>CIAS</u>	Centre intercommunal d'action sociale	Établissement public intercommunal chargé de mettre en œuvre la politique sociale de l'intercommunalité et d'accompagner les personnes en difficulté.	Intercommunale
Structures intercommunales			
<u>CA</u>	Communauté d'agglomération	EPCI à fiscalité propre regroupant au moins 50 000 habitants (dont une commune centre d'au moins 15 000 habitants). Il exerce obligatoirement des compétences structurantes touchant à l'aménagement, au développement économique, à l'habitat, aux mobilités et à la cohésion sociale à l'échelle d'un territoire urbain.	Intercommunale
<u>CC</u>	Communauté de communes	EPCI regroupant plusieurs communes d'un territoire sur un territoire accueillant au moins 15 000 habitants. Elle exerce obligatoirement les compétences suivantes à la place des communes : aménagement de l'espace (PLUi), développement économique (zones d'activités) et collecte et traitement des déchets ménagers.	Intercommunale
<u>CU</u>	Communauté urbaine	EPCI à fiscalité propre composé de plusieurs communes accueillant au moins 250 000 habitants, afin d'exercer en commun un large nombre de compétences stratégiques.	Intercommunale
<u>EPCI</u>	Établissement public de coopération intercommunale	Etablissement public regroupant des communes afin d'exercer en commun certaines compétences et de mutualiser des services et des projets.	Intercommunale
<u>Gal</u>	Groupe d'action locale	Partenariat public-privé local chargé de définir et mettre en œuvre une stratégie de développement territorial dans le cadre du programme européen LEADER.	Européenne

Sigles et acronymes	Signification	Définition	Echelle
<u>PEIR</u>	Pole d'équilibre territorial et rural	Structure de coopération regroupant plusieurs intercommunalités, chargée de coordonner des projets de développement et d'aménagement à l'échelle d'un territoire rural ou périurbain. Elle porte le SCOT et le CRST et élabore un projet de territoire autour des enjeux de développement économique, écologique, culturel et social.	Intercommunale
<u>Sivu / Sivom</u>	Syndicat intercommunal à vocation unique / Syndicat intercommunal à vocations multiples	EPCI associant volontairement des communes pour exercer une seule compétence (vocation unique) ou plusieurs (vocation multiple)	Intercommunale
Transport			
<u>AAA</u>	Association des Acteurs de l'Autopartage	Organisation regroupant les acteurs de l'autopartage afin de promouvoir, structurer et développer cette forme de mobilité durable.	Nationale
<u>AOM</u>	Autorité Organisatrice de la Mobilité	Collectivité ou groupement de collectivités chargé d'organiser, planifier et financer les services de mobilité sur son territoire (transports publics, mobilités actives, partagées) afin de répondre aux objectifs de lutte contre le changement climatique, la pollution de l'air, sonore et la lutte contre l'étalement urbain	Nationale
<u>AOML</u>	Autorité organisatrice de la mobilité locale	Collectivité territoriale compétente pour organiser et de coordonner les services de mobilité à l'échelle locale afin de répondre aux besoins de déplacement du quotidien.	Intercommunale
<u>AOMR</u>	Autorité organisatrice de la mobilité régionale	La Région, chargée d'organiser, coordonner et financer les services de mobilité à l'échelle régionale, notamment les transports ferroviaires et routiers interurbains, en complément des mobilités locales.	Régionale
<u>DGITM</u>	Direction générale des infrastructures de transport et des mobilités	Direction chargée de la préparation et la mise en œuvre la politique des déplacements de personnes et de marchandises pour les transports terrestres, c'est-à-dire principalement les transports routiers, ferroviaires, collectifs, fluviaux et les activités portuaires	Nationale
<u>DIR</u>	Direction interdépartementale des routes	Service déconcentré de l'État chargé de l'exploitation, de l'entretien et de la sécurité des routes nationales sur plusieurs départements.	Départementale
<u>LOM</u>	Loi d'orientation des mobilités	Loi adoptée en 2019 visant à moderniser et améliorer les déplacements du quotidien, en développant des mobilités plus durables, accessibles et adaptées à tous les territoires.	Nationale
<u>PDM / PLM</u>	Plan de mobilité / Plan local de mobilité	Document rédigé par les AOM compétentes, il fixe les principes pour l'organisation de la mobilité des personnes et du transport des marchandises, la circulation et le stationnement.	Régionale
<u>PMR</u>	Personnes à mobilité réduite	Le terme "personne à mobilité réduite" (PMR) désigne toute personne rencontrant des difficultés à se déplacer, que ce soit de façon temporaire (blessure, grossesse, valise) ou permanente (handicap, vieillesse).	Nationale
<u>SIV</u>	Système d'informations voyageurs	Ensemble des outils et supports permettant d'informer les usagers sur les services de transport (horaires, itinéraires, perturbations, correspondances), avant et pendant leurs déplacements.	Nationale

Sigles et acronymes	Signification	Définition	Echelle
<u>SMM</u> ou <u>SMT</u>	Syndicat mixte de mobilité / Syndicat des mobilités des territoires ou syndicat mixte des transports	Structure de coopération regroupant plusieurs collectivités (intercommunalités, départements, région) chargée d'organiser et de coordonner les services de mobilité et de transport sur un territoire commun et ayant transféré leur compétence à cette structure.	Intercommunale
<u>SNCF Réseau</u>	Société Nationale des Chemins de Fers français Réseau	Filiale du groupe SNCF chargée de la gestion, de l'entretien, du développement et de l'exploitation du réseau ferroviaire national en France.	Nationale
<u>SNCF Voyageurs</u>	Société Nationale des Chemins de Fers français Voyageurs	Filiale du groupe SNCF chargée de l'exploitation des services de transport ferroviaire de voyageurs en France, incluant les trains nationaux, régionaux et locaux.	Nationale
<u>TAD</u>	Transport à la demande	Service de transport collectif flexible, déclenché sur réservation, qui adapte ses horaires et/ou itinéraires aux besoins des usagers, notamment dans les zones peu denses.	Communale
<u>TC</u>	Transports Collectifs	Modes de transport partagés permettant de déplacer simultanément plusieurs personnes sur des trajets communs, comme les bus, tramways, métros, trains ou cars, généralement organisés par une autorité publique et dont la tarification, les horaires et les trajets sont planifiés et connus à l'avance.	Intercommunale
<u>IER</u>	Transport Express Régional	Service de trains régionaux de voyageurs et service routier effectué en substitution des services ferroviaires, organisé et financé par les Régions, assurant les déplacements quotidiens entre les villes d'un même territoire régional.	Régionale
<u>VM</u>	Versement mobilité	Contribution patronale, versée par toutes les entreprises qui emploient au moins 11 salariés. Le versement mobilité permet de financer les transports en commun, il est recouvré par l'Urssaf. Un versement mobilité régional peut être également mis en place à l'échelle régionale depuis 2025	Communale
Travaux			
<u>BTP</u>	Bâtiment travaux publics	Secteur d'activité regroupant les entreprises chargées de la construction, de la rénovation et de l'entretien des bâtiments et des infrastructures publiques (routes, ponts, réseaux, ouvrages d'art).	Nationale
<u>CCAP</u>	Cahier des clauses administratives particulières	Document contractuel qui fixe les clauses administratives propres au marché. Ces clauses peuvent également être fixées dans tout autre document particulier du marché ayant le même objet, tel un cahier des clauses particulières.	Nationale
<u>CCTP</u>	Cahier des clauses techniques particulières	Document contractuel de travaux utilisé aussi bien en marché public qu'en marché privé. Il rassemble toutes les clauses et prescriptions techniques d'un projet.	Nationale